

Lubilanji

**Revue interdisciplinaire
de l'Université officielle
de Mbujimayi**

Volume 2, Numéro 1 (mai 2024)
Semestriel

© **Université officielle de Mbuji-Mayi**

Avenue Kalonji, n° 27

Quartier Kansela – Commune de la Muya

Ville de Mbuji-Mayi – Province du Kasai-Oriental

République démocratique du Congo

rectorat@uom.cd

☎ +243 853 886 663

www.uom.cd

eISSN : 2736-495X

D/2023/10254/04

RD/3.02304-57208

Éditions Panubula-La Belle Page

Rue de Namur, 36C

7141 Mont-Sainte-Aldegonde

Belgique

b18page@yahoo.fr

Éditions Ditunga

Avenue de la Cathédrale, n° 48

Mbuji-Mayi - Kasai Oriental

RD Congo

editionsditunga@gmail.com

Tous droits réservés

SOMMAIRE

Éditorial.....	7-9
Hubert Mukendi Mpinga	
Climat des affaires et investissements privés en République Démocratique du Congo.....	11-34
Germain Lubanza Ngoma et Ronsard Moleka Monzali	
De la répartition secondaire des charges incorporées des centres auxiliaires d'analyse des charges indirectes à la « Ma- trice de TRANSFERT ».....	35-51
Germain Lubanza Ngoma	
Déterminants de l'inflation dans les pays de la communauté économique des États de l'Afrique centrale « CEMAC ».....	53-66
François Kazadi Ntita, Jean Ntita Ntita, Justine Batangila Mputu, Nathan Cibola Cibanda, et Jean de Dieu Ntanga Ntita	
Facteurs déterminants de la croissance organique de petites et moyennes entreprises familiales installées dans l'ex Pro- vince du Kasai-Oriental.....	67-82
Anaclet Kalombo Ntumba	
Pénétration numérique et croissance économique en Répu- blique Démocratique du Congo.....	83-107
Josée Kapinga Ilunga	
Entrepreneuriat et émergence organisationnelle de trans- port par mototaxi à Mbuji-Mayi.....	109-128
Marcel Tshilenge Ilunga	
Évaluation des compétences en physique au concours d'ad- mission en licence de Médecine et de Pharmacie ou BAC+1	129-144
Georges Kabamba Mwenda Kazadi	
Sabotage de la fibre optique à Luputa.....	145-172
Georges Kabamba Mwenda Kazadi	
Prescription des antécédents disciplinaires en droit congo- lais des relations de travail.....	173-187
Léon Balekelayi Mulumba	
<i>Rwanda is KILLING</i> : analyse des éléments de preuve diffici- lement contestables de l'agression rwandaise en République démocratique du Congo.....	189-211
Grégoire Mbuyamba Shambuvi, et Heidi Kabuya Mbombo	

Sommaire

La législation congolaise de la nationalité à l'épreuve de conformité aux impératifs de la modernité : Une contribution à la recherche de nouveaux repères.....	213-231
Joseph-Robert Kaniki wa Cilombo	
Profil des médecins de la seconde ligne dans la ville de Mbuji- mayi, République Démocratique du Congo.....	233-248
Guillaume Kalonji Muasa Patoka, Dieudonné KAZUMBA N'saka, Daniel Kazadi, et Félicien ILUNGA Ilunga	
Étude des conditions d'hygiène chez les enfants en rupture de lien familial dans la ville de Mbuji-mayi/RD Congo.....	249-268
S. Wembonyama Okitotsho, A. Mutombo Kabamba, G. Kalonji Muasa Patoka, J. C. Bukasa Tshilonda, A. Guillaume Kabongo Mwamba, C. Tshishimba Kamuandjenda, T. Kabengele Vulukayi, P. Kayembe Mpoyi, S. Kanguvu Kanguvu	
Infertilité féminine associée aux maladies inflammatoires et adhérences pelviennes postopératoires à Mbuji-mayi, R.D. Congo. Thèse soutenue pour l'obtention du titre d'agrégé à l'enseignement supérieur en médecine.....	269-273
Clément Kadima Mutombo	
Popular Perception of the Hospitality Industry in the Congo- lese Context.....	275-290
Germain Nshindi- Mulamba, et Damien Mukubigosi Masu	
Reflexion on English Teaching in the School of Hospitality In- dustry.....	291-308
Damien Mukubigosi Masu	
Modèle de distribution de trois plantes consommées par le Bonobo (<i>Pan paniscus</i>) dans son habitat naturel en RD Congo.....	309-327
Faustin Nyembo Kabemba, Alice Muanza Kapuadi, Mertens Benoit, Alphonse Kambi O, Inza Kone	
Les postures de réception télévisuelle au Kasaï oriental, une socio-ethnographie de l'incommunication télévisuelle.....	329-341
Richard Mukendi Bunana	

CLIMAT DES AFFAIRES ET INVESTISSEMENTS PRIVÉS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Germain Lubanza Ngoma

Professeur à la Faculté des
Sciences économiques et de gestion
Université de Kinsangani

Ronsard Moleka Monzali

Professeur à la Faculté des
Sciences économiques et de gestion
Université de Kinsangani

1. Introduction

La présente étude se propose d'analyser l'incidence qu'exerce le climat des affaires sur les investissements privés en République Démocratique du Congo (RDC). Elle porte sur la période allant de l'année 1990 à l'année 2018.

Le climat des affaires et les investissements privés ont certes, à travers la littérature économique et financière de cette dernière ère, fait l'objet de plusieurs études de par le passé¹. Cependant, au mieux de notre connaissance, aucune d'entre elles n'a traité du climat des affaires en RDC en relation avec les investissements privés. Toutefois, Twaibu et Bahati (2020) ont étudié la relation empirique entre l'investissement public et l'investissement privé en RDC. Leur étude met en exergue l'investissement privé de la RDC. Cependant, celui-ci est en relation avec une variable autre que le climat des affaires, variable exogène de la présente dissertation. D'où l'originalité de cette étude.

De nos jours, le rôle de l'État n'est plus uniquement celui de régulateur de l'activité économique. Bien plus, l'État est appelé à remplir plusieurs missions lui permettant d'atteindre un certain nombre d'objectifs.

¹ C'est le cas des travaux d'Ehutché et Melagne (2013) ainsi que d'El Moutaoukil et Zaroua (2021).

Ceux-ci sont représentés dans le carré dit magique de Kaldor¹. Analytiquement, tous ces quatre objectifs convergent vers un seul et ultime but : la maximisation du bien-être de la population. Subséquemment, l'État devient un acteur économique d'une importance non négligeable au sein d'une économie. En fait, c'est au pouvoir public de garantir le bien-être de la population en lui créant des emplois, source de revenu. Malheureusement, faute des moyens, celui-ci ne parvient pas à remplir toutes ses missions lui requises. D'où, l'impérieuse nécessité de recourir aux investissements privés et consécutivement au partenariat public-privé pour combler le déficit.

Un certain nombre de conditions à remplir préalablement existent avant de bénéficier de l'allocation des investissements privés. Ces conditions se résument entre autres dans ce que l'on entend par le climat des affaires². En effet, tout investisseur privé rationnel procède préalablement à l'étude de l'environnement ciblé avant de décider d'investir.

¹ Nicolas Kaldor fait savoir qu'il existe quatre objectifs de la politique économique conjoncturelle, à savoir : la croissance économique, le plein-emploi, l'équilibre extérieur et la stabilité des prix.

² La Banque (Mondiale, 2005) définit le climat des affaires comme « l'ensemble des facteurs propres à la localisation de l'entreprise qui influent sur les opportunités de marché ou le désir des entreprises d'investir à des fins productives, de créer des emplois et de développer leurs activités ». Pour Entreprise (2013), le climat des affaires est apprécié et évalué sur la base d'une série d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs mesurables. Les indicateurs d'appréciation du climat des affaires permettent, en fonction d'une série d'indices, de classer les pays ou les régions, du meilleur, qui dispose d'un environnement qui facilite la création d'entreprises et qui permet d'investir sans contraintes, au plus mauvais. Un environnement contraignant est celui où la bureaucratie fait loi et où l'instabilité politique et économique est omniprésente. Plusieurs agences et institutions internationales (Banque mondiale, FMI, Forum économique de Davos, IIMD de Lausanne, Forum des chefs d'entreprises algériennes, Observatoire Européen des Réformes, etc.) se concentrent pour évaluer et publier la classification du niveau des climats des affaires.

L'indice du climat des affaires est déterminé, selon le rapport de Entreprise (2013), par la création des entreprises, l'octroi de permis de construire, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investissements, le paiement des impôts, le raccordement d'électricité, le commerce transfrontalier, l'exécution de contrat et le traitement de l'insolvabilité.

À ce titre, un bon climat des affaires l'encourage à investir. En revanche, un mauvais climat des affaires le décourage quel que soit le gain probable.

Il sied de noter que le climat des affaires est un indicateur composite. Il prend en compte plusieurs éléments. Selon Escribano *et al.*, (2008)¹, les principaux facteurs qui influent le climat d'investissement sont la corruption, les impôts, les charges réglementaires, l'ampleur de la bureaucratie en général, les marchés des facteurs (travail, matériaux intermédiaires et capital), la qualité des infrastructures, le soutien technologique et l'innovation, la disponibilité ainsi que le coût du financement. En effet, selon ces mêmes auteurs, un climat des affaires de qualité devrait en principe disposer d'un système d'infrastructures abordable, faciliter l'accès au financement, avoir une main-d'œuvre de qualité et des institutions efficaces.

Dans le souci d'accroître le volume des investissements privés au regard de leur importance, plusieurs pays en développement se sont tour à tour efforcés d'améliorer leurs environnements des affaires au cours de ces dernières années. (Mohamed et Rafika 2017) signalent pour leur part que les progrès réalisés dans l'amélioration du climat des affaires amorcés par plusieurs pays sont inspirés et fondés sur la doctrine libérale. Ils estiment en effet que le secteur privé est le moteur de la croissance économique. Il est créateur de la chaîne de valeur.

Un bon environnement des affaires permet d'accroître autant le volume des investissements privés que la compétitivité des entreprises. Pour Escribano et Guasch (2005)², créer un climat des affaires propice à l'entrepreneuriat constitue une composante importante de la compétitivité d'un pays.

Le climat des affaires implique aussi la stabilité politique et celle du cadre macroéconomique. (Karim 2015) note que la création d'une entreprise est conditionnée par plusieurs facteurs dont la qualité des insti-

¹ Cités par El Moutaoukil et Zaroua, 2021.

² Cités par El Moutaoukil et Zaroua, 2021.

tutions politiques, administratives et économiques ainsi que leur crédibilité. En effet, un pays où sévit l'instabilité politique et celle du cadre macroéconomique se voit naturellement priver des investisseurs privés. Or, selon et Muraya et Ahere (2014), la RDC est un pays qui a connu plusieurs cycles de crises tant politiques et qu'économiques.

Les recherches de (François, Jean-Baptiste et Jean-Paul 2019) ont prouvé à suffisance que l'instabilité du cadre macroéconomique en RDC a entraîné la baisse de ses investissements. Celle-ci a, à son tour, conduit à la faible création d'emplois et à la faible productivité. (Claude 2020) évoque, quant à lui, que l'instabilité du cadre macroéconomique et la persistance des conflits armés ont perturbé l'initiative de création d'entreprises en RDC.

De leur côté, Ezeoha et Ugwu (2015)³ ont démontré que l'instabilité politique, causée particulièrement par les conflits armés en Afrique, a réduit les volumes des investissements directs étrangers (IDE). Le volume des investissements privés des pays en développement est beaucoup plus déterminé par les IDE. En ce sens, une baisse des IDE occasionne simultanément la chute du volume des investissements privés du pays bénéficiaire. Toute chose restant égale à elle-même par ailleurs, une baisse des investissements entraînera de même la baisse de la production. Voilà la cause majeure de la chute de la plupart des économies des pays en voie de développement et, en l'occurrence, de celle de la RDC.

Considérant le travail de Escribano *et al.* (2008)⁴, un bon climat des affaires comprend également un système fiscal souple et des charges réglementaires moins lourdes. En effet, un pays à taux de pression fiscale élevé et à charges réglementaires lourdes se verra privé des investissements privés. Un diagnostic minutieux du système fiscal congolais renseigne que celui-ci est entaché d'une pression fiscale prohibitive. En référence à la courbe de (Laffer 1981), le pays assiste en conséquence à la baisse du revenu national par fraude ou évasion fiscales. Le rapport

³Cités par Mohamed et Fatma (2019).

⁴Cités par El Moutaoukil et Zaroua (2021).

de Banque (Mondiale, WDI 2018) révèle que plus de 65% des entreprises œuvrant en RDC n'ont pas déclaré leurs chiffres d'affaires en 2006 à des fins fiscales. Tout opérateur économique œuvrant en RDC ne cesse de décrier la multiplicité des impôts et taxes. Un tel environnement ne peut que défavoriser ou décourager les investisseurs privés.

Le climat des affaires sous-entend également un système financier accessible. La RDC ne dispose pas de marché financier direct. Le pays connaît également une quasi-inexistence des banques d'investissement. Ce système tel que mis en place ne peut malheureusement pas contribuer à l'éclosion de la classe entrepreneuriale. En effet, l'accès au financement est soumis à plusieurs contraintes. Celles-ci vont du taux d'intérêt débiteurs trop exorbitants pratiqué par des banques commerciales jusqu'à l'exigence des gages avant toute obtention de crédit. Toutes ces conditions constituent des freins aux investissements privés surtout pour les plus petits ou les investisseurs.

Le rapport de la Banque (Mondiale, WDI 2018) indique que le nombre d'entreprises ayant recours aux banques pour financer leurs investissements est passé de 3,3 en 2006 à 6,7 seulement en 2010 avant de s'évaluer à 7,1 pour l'année 2013. Ces facteurs constituent un véritable frein à l'expansion du secteur privé particulièrement pour les petites et moyennes entreprises (PME) en quête de financement.

Les recherches de McKinnon (1973) et de Shaw (1973)⁵ ont tour à tour révélé que les investisseurs privés dans les pays en développement sont obligés d'accumuler des encaisses monétaires avant d'entreprendre des projets d'investissement. Cette situation est due à leur accès limité aux marchés du crédit et des actions. Pendant ce temps, Nkurunziza (2010) signale qu'une facilité d'accès aux crédits engendre un développement des firmes.

En définitive, l'état de lieu systématique de l'environnement des affaires congolais révèle que le pays dispose d'un climat des affaires contraignant en dépit de quelques avancées encourageantes enregistrées par

⁵Cités par (Mohamed et Fatma 2019).

le rapport de la Banque Mondiale⁶. En effet, le climat des affaires en RDC est caractérisé par la montée grandissante de la pression fiscale, l'absence de politique étatique claire visant la protection et la promotion des investissements privés, des charges réglementaires lourdes, l'insécurité tant des personnes que de leurs biens, l'instabilité politique et du cadre macroéconomique ainsi que la difficulté d'accès au financement, à l'eau et l'électricité, etc. Tous ces facteurs ne peuvent sans nul doute qu'accentuer la morosité du climat des affaires du pays et subséquemment décourager les investissements privés. D'où, la question suivante à laquelle la présente étude se propose de répondre : quel est l'impact du climat des affaires congolais sur les investissements privés ?

Dans sa structure, la suite de ce papier explore les données et variables (point 1), relève les déterminants de l'investissement privé (point 2), expose le cadre méthodologique (point 3). Les résultats de l'étude sont fournis au point (4). Ce point précède la conclusion.

2. Données et variables

Cette étude recourt essentiellement à des séries chronologiques. Ces données couvrent la période allant de l'année 1990 à l'année 2018. La période sous étude est ainsi délimitée uniquement par la seule disponibilité des données.

Le tableau 1 dépeint les variables. Il en précise les unités de mesure et les sources. Ces variables sont soit susceptibles de capter les phénomènes « environnement des affaires » et « investissements privés » ou soit de les impacter.

L'une des variables parmi le PIB et le PIB/H captera la variable endogène. Son choix ne tiendra compte que du seul modèle économé-

⁶ 15 procédures étaient requises pour enregistrer une entreprise en RDC en 2004. Ce nombre est passé à 11, 8, 7 et 4 respectivement en 2010, 2014, 2015 et 2018 selon. Par ailleurs, (Banque, 2018) révèle qu'il fallait déboursier 1486,1% du revenu national brut par habitant en paiement des procédures de constitution d'une entreprise en 2003. Ce montant a été revu à la baisse, à hauteur de 28,7 en 2018.

trique optimal validé à déterminer. Celui-ci ne comprendra donc finalement que quatre variables exogènes dont une variable décisionnelle ou des variables de contrôle.

Tableau 1 : Description des variables d'étude

Variables	Unités	Sources
Environnement des affaires	-	QOG7
Investissements privés	Francs de la RDC (CDF) courants	BCC8
Investissements publics	CDF courants	BCC
Produit intérieur brut	CDF courants	BM9
Produit intérieur brut par habitant	CDF courants	BM
Taux d'intérêt réel	%	BM

Lors de la recherche du modèle optimal, lorsqu'elles le permettent, certaines variables sont soumises au filtre logarithme à des fins de lissage¹⁰.

La variable « environnement des affaires » est un indice. Le « taux d'intérêt réel » est naturellement un pourcentage. Les unités des autres variables sont exprimées respectivement en unités monétaire. L'idéal aurait été d'exprimer toutes les variables dans une même unité commune de mesure. Ceci réduirait le risque éventuel du biais. Cependant, le taux d'intérêt et l'indice ne pouvant être exprimés en unités monétaires, tenter d'exprimer toutes les variables considérées dans cette étude en pourcentage signifierait qu'une période de référence a été définie. Pourtant, la présente étude s'étale dans la durée.

Les données sont des chroniques. L'effet du temps doit leur être retiré. L'étude a recouru au test de Dickey-Fuller Augmenté (Dickey et Fuller 1979).

⁷ QOG signifie Quality of Government (Dahlberg, Stefan, Sören, Bo, Natalia et Richard, 2019).

⁸ Ces données proviennent de plusieurs rapports de la Banque Centrale du Congo (BCC). (BCC, 2020), (BCC, 2010), (BCC, 2000), (BCC, Rapport annuel, 1990).

⁹ BM signifie Banque Mondiale.

¹⁰ Le filtre logarithme permet une stationnarité en variance. Cette transformation monotone réduit l'amplitude de variation de la variance au cours du temps.

Le tableau 2 reprend le résultat du test de non stationnarité en moyenne des variables auxquelles recourt cette étude et de leurs transformées.

Tableau 2 : Test de stationnarité des variables

Variable	Seuil de significativité	Ordre ¹¹	Modèle	p-value ¹²
INVPRIV	5 %	P(2)	Sans trend ni constante	0,0001
INVPRIV	1 %	P(2)	Sans trend ni constante	0,0001
LINVPRIV	5 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0002
LINVPRIV	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0002
ENVAFF	5 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0001
ENVAFF	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0001
LENVAFF	5 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0001
LENVAFF	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0001
INVPUB	5 %	P(2)	Sans trend ni constante	0,0000
INVPUB	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0000
LINVPUB	5 %	I(0)	Avec constante	0,0218
LINVPUB	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0059
PIB	5 %	P(1)	Sans trend ni constante	0,0433
PIB	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0000
LPIB	5 %	I(0)	Avec trend	0,0463
LPIB	1 %	P(1) et D(1)	Sans trend ni constante	0,0000
PIB/H	5 %	P(1)	Sans trend ni constante	0,0016
PIB/H	1 %	P(1)	Sans trend ni constante	0,0016
LPIB/H	5 %	I(0)	Avec trend	0,0424
LPIB/H	1 %	P(1)	Sans trend ni constante	0,0016
TINTR	5 %	I(0)	Avec constante	0,0418
TINTR	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0000
INVPRIV	5 %	I(1)	Avec trend et constante	0,0004
INVPRIV	1 %	I(1)	Avec trend et constante	0,0004
INVPUB	5 %	I(1)	Avec trend et constante	0,0010
PIB	5 %	I(1)	Avec trend et constante	0,0000
LPIB	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0000
PIB/H	5 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0000
PIB/H	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0000
LPIBH	1 %	I(1)	Sans trend ni constante	0,0000

¹¹ L'ordre est le degré de différenciation ou du polynôme optimal du trend selon que la série statistique est non stationnaire en différence ou non stationnaire de type trend respectivement.

¹² p-value est la probabilité critique.

Seules les transformées après passage au filtre logarithme des variables « Investissement public », « PIB » et « PIB/H » sont stationnaires en niveau au seuil de 5%. Toutes les autres variables et leurs transformées sont des processus non stationnaires. Les chroniques non stationnaires de type déterministe (TS) ont été rendues stationnaires en recourant à une fonction polynomiale du temps. Le degré idoine du polynôme est indiqué dans le tableau pour chaque processus TS. Ainsi, des fonctions linéaires ou quadratiques ont été mises à contribution. Les séries non stationnaires de type stochastique ont nécessité le filtre différence d'ordre 1. Au seuil de significativité de 1%, la nature de la variable transformée LPIB est passée d'un processus non stationnaire de type TS à celui de type DS. Une fonction polynomiale linéaire du temps et le filtre différence d'ordre 1 ont suffi pour la rendre stationnaire en vertu des dix commandements de l'économétrie appliquée de (Peter E. Kennedy, 2002). Tous les trois types de modèles possibles sont utilisés : modèle avec trend (tendance), modèle avec constante (Intercept), et le modèle sans trend ni constante.

Les investissements tant privés que publics présentent des tendances générales haussières. La révision du taux directeur de 70% en 2009 à 7% en 2016 pourrait en constituer l'explication. Le taux d'intérêt réel affiche une tendance générale baissière. Toutefois, il demeure très élevé. Il a atteint un record spectaculaire de l'ordre de 253% en 1996. Son niveau le plus bas est de 18%. Il a été enregistré en 2015. De son côté, l'environnement des affaires affiche une certaine stabilité au cours de la première moitié de la période d'étude avant de plonger en 2006 atteignant son niveau le plus bas en 2009. Une reprise s'observe dans la suite de la période d'étude. Le produit intérieur brut a été plus bas au point de s'annuler jusqu'en 1998 avant de croître continuellement dans la suite de la période sous examen.

3. Regard sur les déterminants de l'investissement privé

(Souad 2016) affirme que la demande, l'épargne nationale, l'investissement public, l'endettement, les crédits bancaires, la situation financière de l'entreprise, le coût des facteurs, la conjoncture, l'action des

pouvoirs publics et leurs politiques incitatives constituent autant des facteurs qui déterminent l'investissement privé.

Selon (Keynes 1936), l'investissement est profitable tant que son rendement dépasse son coût. En ce sens, le coût d'acquisition des capitaux ou au mieux, le taux d'intérêt (r), est une fonction inverse de l'investissement (I). Dans ce cas, le taux d'intérêt explique l'investissement privé. Cependant, la prudence, dans un environnement macroéconomique inflationniste, recommande de recourir au taux d'intérêt réel. En sus, le taux d'intérêt est un élément qui intervient dans le jugement de la pertinence d'un projet d'investissement (Souad 2016). Ainsi :

$$I = I(r)$$

La théorie néoclassique postule que l'augmentation du taux d'intérêt favorise l'accroissement des coûts d'usage du capital. Cette augmentation entraîne la baisse des investissements privés (Mohamed et Fatma 2019).

Selon la loi psychologique de (Keynes 1936), la consommation et le revenu disponible sont positivement liés. Par ailleurs, le principe économique dit d'accélérateur (Aftalion 1908) et (Clark 2017)¹³ énonce que les entreprises prennent la décision d'investir sur base d'une demande anticipée. Le niveau de consommation détermine le volume des investissements des producteurs. En définitive, le volume des investissements dépend étroitement du niveau de revenu ou des richesses des consommateurs. Ainsi, la variable PIB peut alors constituer une variable proxy du niveau de la demande anticipée :

$$K_t = vY_t^e$$

K_t est le volume du capital à l'instant t . v est le coefficient du capital censé être constant. $0 < v < 1$. Y_t^e est la demande anticipée. Le stock de capital à l'instant t est alors fourni par :

$$K_t = I_t + (1 - \delta)K_{t-1}$$

¹³Auteurs cités par Kamgnia et Touna (2001).

Où K_t est l'investissement au temps t ; δ , le taux de déclassement du capital ; I_t , l'investissement au temps t ; K_{t-1} , le stock du capital décalé d'une période.

Le débat mettant en exergue la relation entre les investissements privés et les investissements publics est très ancien (Souad 2016)¹⁴ et est devenu courant. Ces investissements sont liés (Jérôme, Paul et Francesco, Une analyse empirique du lien entre l'investissement public et privé 2015). Des études empiriques ont aussi conduit à cette relation entre ces investissements. C'est le cas de (Pereira et Andraz 2013) et de (Ang 2009) concernant la Malaisie, et de (Shafik 1992) pour l'Égypte.

De son côté, pour (Friedman 1978), toute augmentation du niveau des dépenses publiques se manifesterait par une surenchère à la hausse du taux d'intérêt et par des pressions inflationnistes accrues. La hausse du taux d'intérêt entraînerait une chute des investissements privés.

Selon (Mohamed et Fatma 2019), il existe une relation de complémentarité entre le secteur privé et le secteur public. En effet, lorsque l'État investit principalement dans les infrastructures, cela balise les conditions d'exercer les affaires et attirent par conséquent les investissements privés. À cet effet, la relation entre les investissements publics et privés serait positive affirment (Morrissey et Udomkerdmongkol 2012). Toutefois, (Ferris et Voia 2015) ont abouti à une relation négative entre ces agrégats spécialement dans le cas des pays à ressources physiques et financières limitées.

(Aschauer 1989) explique que le lien négatif entre les investissements privés et les investissements publics ne peut s'expliquer que quand les entreprises parapubliques produisent des biens qui concurrencent ceux produits par les investisseurs du secteur privé (effet d'éviction direct) ou encore quand les projets d'investissement publics occasionnent des dépenses importantes, entraînant ainsi l'accroissement des taux

¹⁴ L'auteur cite les travaux de Meade (1952), Arrow et Kurz (1970), Nurkse (1952), Hirschman (1958) et Rosentein-Rodan (1964) qui l'ont abordé de par le passé.

d'intérêt, le rationnement du crédit ou l'augmentation des charges fiscales (effet d'éviction indirect).

In fine, nous fondant sur ces différents résultats empiriques tels qu'évoqués ci-haut, la présente étude retient la variable investissements publics dans le modèle. Celle-ci sert de variable de contrôle.

Les variables à intégrer dans le modèle étant mises en exergue et justifiées, le point suivant s'attelle à la spécification du modèle et à la méthode de son estimation.

4. Spécification, estimation et validation du modèle estimé

L'investissement privé est la variable endogène du modèle. Elle est étudiée en fonction du climat des affaires. Le climat des affaires constitue donc la variable explicative principale. Dans ce cas, le modèle inclut d'autres variables exogènes. Ces dernières jouent le rôle de variable de contrôle.

La présente étude recourt à la régression par étage. Cette dernière permet le choix entre plusieurs variables explicatives candidates qui expliquent la variable endogène. La variable endogène et les variables exogènes candidates confrontées au choix comprennent aussi bien leurs transformées. Celles-ci sont obtenues après passage éventuel des variables brutes au filtre logarithme. Elles peuvent tout aussi bien résulter des variables rendues stationnaires. Ainsi, une même série statistique considérée, selon le taux statistique de signification pris en compte (1% ou 5%), peut faire correspondre deux variables stationnaires.

La régression par étage peut aussi être mise à contribution pour la résolution du problème du choix à effectuer entre plusieurs modèles concurrents. En effet, le meilleur modèle. Celui-ci est composé des variables qui sont le plus corrélées avec la variable à expliquer. Par ailleurs, ces variables sont les moins corrélées entre elles.

Cette étude procède de la modélisation linéaire multi-variée. La méthode des moindres carrés ordinaires (Bourbonnais 2015) a permis l'estimation des paramètres du modèle spécifié. Le tableau 3 reprend tous

les modèles possibles. Le logiciel Eviews-13 a été mis à contribution aussi bien pour les estimations que pour les différents tests statistiques ou économétriques.

Quel que soit le seuil de significativité choisi (5% ou 1%), le modèle (5) présente la probabilité critique associée à la statistique F du test de significativité globale de Fisher nulle. Tous les tests économétriques se rapportant à ce modèle sont concluants. Les hypothèses structurelles et stochastiques de la méthode des moindres carrés ordinaires sont vérifiées. Les résidus sont normalement distribués. Ils sont homoscédastiques. Ils ne présentent aucune autocorrélation.

Tableau 3 : Modèles spécifiés et estimés

Modèle (1)	Spécification	$INVPRIVS5 = C(1) + C(2)*TINTRS5 + C(3)*LENVAFFS5 + C(4)*PIBHS5 + C(5)*LINVUBS5$
	Estimation	$INVPRIVS5 = -1813112,76129 + 10640,0775882*TINTRS5 + 8531215,80903*LENVAFFS5 - 4835,84447149*PIBHS5 + 90632,7276664*LINVUBS5$
	Probabilité F-statistique : 0,134993	
Modèle (2)	Spécification	$INVPRIVS1 = C(1) + C(2)*LPIBHS1 + C(3)*LENVAFFS1 + C(4)*TINTRS1 + C(5)*LINVUBS1$
	Estimation	$INVPRIVS1 = 58443,3933954 - 27244625,8346*LPIBH1 + 6928668,45155*LENVAFFS1 + 2477,06581293*TINTRS1 + 58638,2675249*LINVUBS1$
	Probabilité F-statistique : 0,556054	
Modèle (3)	Spécification	$INVPRIVS05 = C(1) + C(2)*LPIBS5 + C(3)*INVUBS5 + C(4)*ENVAFFS5 + C(5)*TINTRS5$
	Estimation	$INVPRIVS05 = -17467945,3292 + 773069,587357*LPIBS5 - 1.47871940978*INVUBS5 + 191278.738726*ENVAFFS5 - 2027,3603868*TINTRS5$
	Probabilité F-statistique : 0,236778	
Modèle (4)	Spécification	$LINVPRIVS5 = C(1) + C(2)*LINVUBS5 + C(3)*TINTRS5 + C(4)*PIBHS5 + C(5)*LENVAFFS5$
	Estimation	$LINVPRIVS5 = -1,35554822565 + 0,171622345209*LINVUBS5 - 0,00807046446841*TINTRS5 + 0,000197163118506*PIBHS5 - 0,37878554933*LENVAFFS5$
	Probabilité F-statistique : 0,165799	
Modèle (5)	Spécification	$LINVPRIVS1 = C(1) + C(2)*LINVUBS1 + C(3)*TINTRS1 + C(4)*PIBS1 + C(5)*LENVAFFS1$
	Estimation	$LINVPRIVS1 = -0,0253863142542 + 0,696674021043*LINVUBS1 + 0,00533981442723*TINTRS1 + 5,50995030138e-11*PIBS1 - 0,134591811632*LENVAFFS1$
	Probabilité F-statistique : 0,000000	
Modèle (6)	Spécification	$INVPRIVS01 = C(1) + C(2)*LINVUBS1 + C(3)*ENVAFFS1 + C(4)*LPIBHS1 + C(5)*TINTRS1$
	Estimation	$INVPRIVS01 = 439619,97633 + 200047,844354*LINVUBS1 + 276624,126432*ENVAFFS1 + 14399629,7478*LPIBHS1 + 3113,45313908*TINTRS1$
	Probabilité F-statistique : 0,520599	

La relation empirique ainsi déterminée se veut purement explicative. Cependant, elle s'avère stable et peut tout aussi bien servir de modèle prévisionnel. En effet, son coefficient de détermination corrigé \bar{R}^2 est compris dans l'intervalle ouvert $(2/3, 1)$ et les paramètres estimés demeurent stables comme en témoignent le test CUSUM ou le test CUSUM des carrés.

Le tableau 4 restitue les résultats du modèle (5) ainsi validé.

Tableau 4 : Résultats du modèle estimé

Variable endogène : LINVPRIV		
Régresseurs	Coefficients	Probabilités critiques
C	-0,025386	0,8993
LINV PUB	0,696674	0
TINTR	0,00534	0,1124
PIB	5,51E-11	0,2425
LENVAFF	-0,134592	0,9757
Coefficient de détermination corrigé	0,729046	
Probabilité critique associée à la statistique de Fisher	0,000000	
Test d'hétéroscédasticité		
	Breusch-Pagan-Godfrey	0,0333
	Harvey	0,3505
	Glejser	0,0515
	ARCH	0,1671
	White (à termes croisés)	0,0724 (0,2220)
Corrélation des erreurs	Breusch-Godfrey	0,0477
Normalité	Jarque-Bera	0,57959

De tous les modèles ainsi estimés, seul le modèle (5) est validé. Il peut ainsi valablement être économiquement exploité.

Des résultats présentés, il en découle ce qui suit :

1. L'environnement des affaires en République démocratique du Congo, variable décisionnelle dans la présente étude, n'exerce

- aucune influence sur les investissements privés sur la période considérée ;
2. Il en est de même du PIB et du taux d'intérêt réel. Celles-ci sont des variables de contrôle ;
 3. Seuls les investissements publics impactent très significativement au seuil de 1% les investissements privés. Le coefficient d'élasticité correspondant qui en résulte s'élève à 0,696674.
 4. Il va sans dire qu'un effet d'entraînement caractérise donc les deux types d'investissements. En effet, tout accroissement du volume des investissements publics d'un pourcent entraîne une augmentation des investissements privés à hauteur de 0,70%.
 5. Hormis la variable « Investissements publics », toutes les autres variables sont statistiquement et significativement nulles. Elles n'impactent donc pas les investissements privés. Par conséquent, aucune conclusion pertinente ne peut être tirée.

Cet état des choses peut être expliqué par le fait que les investisseurs privés, dans l'indispensable nécessité de survivre au quotidien, créent de tout de même leurs entreprises en dépit du mauvais climat des affaires en y développant des mécanismes de survie qui relèvent du marché noir.

Ce résultat ne corrobore pas ceux trouvés dans les travaux menés par (Morrissey et Udomkerdmongkol 2012), (Ferris et Voia 2015) et Aschauer (1989). Il en est de même de ceux de Mohamed et Fatma (2019).

À la lumière de ces résultats, des suggestions au gouvernement de la RDC vont dans le sens d'augmenter davantage le volume de ses investissements au pays. Ainsi, il peut prioriser notamment la construction des infrastructures, indistinctement et la production de l'énergie électrique. Il pourra ainsi inciter les investisseurs privés à investir davantage en RDC.

5. Conclusion

En guise de conclusion, le présent papier se propose d'étudier empiriquement la relation entre le climat des affaires et les investissements

privés en RDC. La période d'étude s'étend de l'année 1990 à l'année 2018. L'objectif poursuivi a été d'évaluer l'impact du climat des affaires sur les investissements privés du pays.

Au mieux de notre connaissance, plusieurs études ont été menées dans ce sens. Cependant, aucune d'entre elles ne s'est penchée sur le cas de la RDC. Toutefois, dans leur essai ont tout de même élaboré un modèle qui établit une relation empirique entre l'investissement public et l'investissement privé en RDC.

« Investissement privés » est la variable endogène. La variable « Environnement des affaires » est la seule variable principale d'intérêt. « Investissements publics », « Taux d'intérêt réel » et le « PIB » constituent des variables de contrôle.

Les données sont des chroniques. Hormis la variable « Taux d'intérêt réel », préalablement, les autres variables ont permis d'être soumises au filtre logarithme pour lissage avant d'être toutes rendues stationnaires.

La méthode d'analyse a consisté en la démarche économétrique. L'étude a procédé de la modélisation linéaire multi-variée. La régression par étage a permis un choix entre les variables et leurs transformées. Elle a aussi permis d'estimer plusieurs modèles concurrents. Un seul d'entre eux a été jugé optimal. Ce modèle s'est avéré statistiquement globalement significatif et économétriquement validé. Il se veut purement explicatif. Cependant, il s'avère aussi stable. Ainsi, il peut tout aussi bien servir de modèle prévisionnel.

Les résultats ont montré que seuls les investissements publics affectent très significativement les investissements privés. La variable d'intérêt se révèle être statistiquement significativement nulle. Aucune conclusion sur sa capacité d'impacter les investissements privés ne peut donc être tirée. La présente étude ne peut donc pas répondre à la question de recherche dans un sens comme dans l'autre. Cependant, le modèle renseigne qu'à travers leur effet d'entraînement positif sur les investissements privés, les investissements publics permettent de booster

l'économie. Seuls, ils figurent parmi les facteurs porteurs de la croissance au pays.

Dans le souci d'accroître le volume des investissements privés au regard de leur importance, plusieurs pays en développement se sont tour à tour efforcés d'améliorer leurs environnements des affaires au cours de ces dernières années. (Mohamed et Rafika 2017) signalent pour leur part que les progrès réalisés dans l'amélioration du climat des affaires amorcés par plusieurs pays sont inspirés et fondés sur la doctrine libérale. Ils estiment en effet que le secteur privé est le moteur de la croissance économique. Il est créateur de la chaîne de valeur.

6. Références bibliographiques

1. Adama, Z. (2022). *Quand la baisse des taux d'intérêt freine l'investissement privé : évidences empiriques aux Etats-Unis et au Japon*. Document de travail, Innove Center : Economie et Développement.
2. Aftalion, A. (1908). La rentabilité des surproductions générales- Essai d'une théorie des crises générales et périodiques. *Revue d'économie politique*, p.696-706; et 1909, p.81-117;p.201-229 et p.241-259.
3. Agnès, B. Q., Benoît, C., Pierre, J., & Jean, P.-F. (2017). *Politique économique* (éd. 2ème éd.). Paris: De Boeck Supérieur.
4. Akhenaton, I. (2013, octobre). Analyse de l'efficacité de la fiscalité congolaise de 2001 à 2013. *Eco Congo*.
5. Alain, B., Emmanuel, B., & Dollo, -F. C. (2012). *Aide Mémoire- Économie*, 5è Ed. Paris: Éditions DALLOZ.
6. Alexandre, N. M. (2019). Regard sur l'économie congolaise de 2015 à 2018. (M. P. Mapon, Éd.) *Revue Congo Challenge*, Vol. 1 (N° 1), p. 103 à 119.
7. Ang, J. B. (2009). Private Investment and Financial Sector Policies in India and Malaysia. *World Development*, Vol. 37 (No. 7), pp. 1261– 73.
8. Anyanwu, J. C. (2006). Promoting of Investment in Africa. *African Development Review*, Vol. 18 (No. 1), pp. 42– 71.

9. Aschauer, D. A. (1989). Does Public Capital Crowd Out Private Capital? *Journal of Monetary Economics*, Vol. 24 (No. 2), pp. 171–88.
10. Banque, M. (2017). *Rapport sur les indicateurs du développement du monde*.
11. Barro, R. J. (1991). 'Economic Growth in a Cross Section of Countries'. *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106 (No. 2,), pp. 407–43.
12. Beiton, A., Cazorla, A. D., & Draï, A.-M. (2001). *Dictionnaire des Sciences Economiques*. Armand Colin.
13. Bourbonnais, R. (2015). *Économétrie : Cours et exercices corrigés* (éd. 9^e éd.). Paris: Dunod.
14. Breusch, T. (1978). Testing for autocorrelation in dynamic linear models. *Australian Economic Papers*, Vol. 1.
15. Charlemagne, B. I. (2011). La politique budgétaire évince-t-elle l'investissement privé au Bénin? *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol.82 (3), p. 335-360.
16. Clark, J. M. (2017). Business acceleration and the law of demand: a technical factor in Economic Cycles. *Journal of political economy*.
17. Claude, S. (2020). *Emploi des jeunes et dynamique de l'entrepreneuriat en rd. congo : une évaluation des mécanismes d'auto-emploi*. Université de Montréal et du monde, Observatoire de la francophonie économique, OFE. Québec : <http://www.ofe.umontreal.ca>.
18. Dahlberg, Stefan, Sören, H., Bo, R., Natalia, A. P., & Richard, S. (2019). *The Quality of Government Basic Dataset, version Janv19*. University of Gothenburg.
19. Dalal, M., & Abdelmoumen, B. (2020). Climat des affaires et attractivité des IDE au Maroc: Une revue de littérature et états de lieux. *International Journal of accounting finance, Auditing, Management & Economics Issue 2*, Volume (1), 409-422.
20. Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). Distribution of the Estimators for Autoregressive Time Series with a Unit Root. *Journal of the American Statistical Association*, Vol. 74 (No. 366a), pp. 427–31.

21. Diwambuena, M. J., & Boketsu, B. J.-P. (2019). Politique Budgétaire et Performances Macréconomiques en République Démocratique du Congo. *Revue Congo Challenge*, Vol.I (2), p.202–227.
22. Ehuitché, T. B., & Dieu-Donné, M. N. (2013). *Climat d'investissement et performance productive du secteur privé en Afrique de l'Ouest*. Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (FR-CIEA N° 55/13). Dakar: Trustafrica.
23. El, M. A., & Zaroua, F. (2021). Climat des affaires et compétitivité des entreprises marocaines : Analyse comparative sur la base des résultats de Doing-Business 2020 et de l'enquête HCP de 2019. *Revue "Repères et Perspectives Economiques"*, Vol.5 (n° 1), pp. 131-152.
24. Engle, R. (1982). Autoregressive conditional heteroscedasticity with estimate of the variance of U.K. inflation. *Econometrica*, Vol. 50.
25. Entreprise, D. (2013, Janvier 13). Consulté le Juillet 28, 2021, sur DZ Entreprise: <https://www.dzentreprise.net/les-criteres-dappreciation-du-climat-des-affaires/>
26. Farrar, D., & Glauber, R. (1967). Multicollinearity in regression analysis. *Review of Economics and Statistics*, Vol. 49.
27. Ferris, J. S., & Voia, M. C. (2015). The Effect of Federal Government Size on Private Economic Performance in Canada: 1870–2011. *Economic Modelling*, Vol. 49, pp. 172– 85.
28. François, K. K., Jean-Baptiste, N., & Jean-Paul, K. T. (2019). Réexamen de la dynamique macroéconomique en République Démocratique de Congo: Comptabilité de la croissance. (P. M. Matata, Éd.) *Revue Congo Challenge*, Vol. 1 (no. 1), p. 1-25.
29. Frédéric, S. M. (1996). Les canaux de transmission monétaire : leçons pour la politique monétaire. *Bulletin de la Banque de France* (n°27).
30. Friedman, B. M. (1978). 'Crowding Out or Crowding In The Economic Consequences of Financing Government Deficits'. *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 3, pp. 593–654.

31. Godfrey, L. (1978). Testing for higher order serial correlation in regression equation when the regressors contain lagged dependant variables. *Econometrica*, Vol. 46.
32. Hicham, L., & Mohammed, M. (2020). Investissements directs étrangers et climats des affaires dans les pays de l'Afrique du Nord: Une analyse comparative dans le cadre du classement doing business. *Revue Economie, Gestion et Société (REGS)*, N° 22 .
33. Jérôme, C., Bruno, D., Catherine, M., & Henri, S. (2005). Doit-on oublier la politique budgétaire? Une analyse critique de la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publique. *Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)* (n° 92), p.43-97.
34. Jérôme, C., Paul, H., & Francesco, S. (2015). Une analyse empirique du lien entre l'investissement public et privé. *Revue de l'OFCE* (N° 144), pp. 331 à 356.
35. Jongwanich, J., & Kohpaiboon, A. (2008). Private Investment: Trends and Determinants in Thailand. *World Development*, Vol. 36 (No. 10), pp. 1709– 24.
36. Jongwanich, J., & Kohpaiboon, A. (2008). Private Investment: Trends and Determinants in Thailand. *World Development*, Vol. 36 (No. 10), pp. 1709– 24.
37. Kamel, B. (2007). Le Climat Des IDE En Algérie : Tendances Et Perspectives. *Revue des Sciences Humaines -Université Mohamed Khider Biskra* (N°12), 7-39.
38. Kamgnia, B. D., & Touna, M. (2001, Mai). Le comportement d'investissement privé au Camérroun: Un resserrement de la contrainte financière? *Les Cahiers du Sisera* (no.1).
39. Karim, S. L. (2015). Le cadre institutionnel et le climat des investissements du secteur privé en Algérie. *Revue Européenne du Droit Social*, Vol.XXVIII (3).
40. Keynes, J. M. (1936). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. (J. d. Largentaye, Trad.) Paris: Éditions Payot.
41. Klein, L. (1962). *An introduction to econometrics*. Prentice Hall.
42. KNIGHT, M., LOAYZA, N., & VILLANUEAVA, D. (1996). The peace Dividend: Military Spending Cuts and Economic Growth. *IMF Staff Papers*, 1-37.

43. Kobbia, H., & Eggohb, J. (s.d.). *L'instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique*.
44. Laffer, B. A. (1981). Supply-Side Economics. *Financial Analysts Journal*, Vol. 37 (n° 5), p.29-44.
45. LALIME, T. (2010). *Croissance économique et instabilité politique en Haïti (1970-2008)*. Rapport de recherche présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise en sciences économiques, Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences, Département de sciences économiques, Montréal.
46. M'pya, B. M. (2020, Avril). Efficacité de la politique budgétaire en RDC. *Dynare Working Papers Series*.
47. Marcel, R. G. (s.d). Instabilité sociopolitique et niveau d'investissement privé: Une évaluation empirique du cas du Cameroun. *Les Cahiers du CIDEMES*, 37-50.
48. Mbay, A. (2006, Septembre). Déterminants de l'investissement privé dans les pays de l'U.E.M.O.A. *Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP)*.
49. Mohamed, B., & Rafika, K. (2017). Investissement privé et Climats des affaires: une étude comparative dans des pays de la région MENA. *International Journal of Economics & Strategic Management of Business Process-ESMB*, Vol.9 (pp.256-270).
50. Mohamed, I. G., & Fatma, M. C. (2019). Taux d'intérêt et investissement privé en Tunisie: Asymétrie à court terme et symétrie à long terme. *African Development Review*, 31 (Issue 1).
51. Mondiale, B. (2005). *Rapport sur le développement du monde*.
52. Mondiale, B. (2018). *Rapport sur les Indicateurs du Développement dans le monde*. Rapport annuel, Mondiale, Banque.
53. Morrissey, O., & Udomkerdmongkol, M. (2012). Governance, Private Investment and Foreign Direct Investment in Developing Countries. *World Development*, Vol. 40 (No. 3), pp. 437– 45.
54. Muraya, J., & Ahere, J. (2014). *Pérennisation de l'instabilité en République Démocratique du Congo : lorsque le Kivu tousse, Kinshasa a de la fièvre*. ACCORD 20.

55. Omar, G. (2013). Climat des investissements en Algérie: Insuffisances et perspectives d'amélioration. *Recherches économiques et managériales* (13).
56. Pereira, A. M., & Andraz, J. M. (2013). On the Economic Effects of Public Infrastructure Investment: A Survey of the International Evidence. *Journal of Economic Development*, Vol. 38 (No. 4), pp. 1– 37.
57. Shafik, N. (1992). Modeling Private Investment in Egypt. *Journal of Development Economics*, Vol. 39 (No. 2), pp. 263– 77.
58. Souad, D. (2016). Déterminants de l'investissement privé: *Une revue de la littérature empirique et théorique* (Vol. n°37). Insitut Tunisien de la compétitivité et des études quantitatives.
- Twaibu, H. C., & Bahati, S. J. (2020). Investissement public et investissement privé en RD Congo: Une relation de substitution ou de complémentarité. *Annales de l'UNIGOM, Revue interdisciplinaire de l'Université de Goma*, vol. X (n°2), p.311-327.

////////////////////
RÉSUMÉ — La présente étude analyse l'incidence qu'exerce l'environnement des affaires sur les investissements privés en RDC. Elle couvre la période 1990-2018. S'inspirant de la démarche économétrique, elle procède de la modélisation linéaire multi-variée et de la régression par étage. Il en résulte que la variable climat des affaires est statistiquement significativement nulle. Aucune conclusion sur sa capacité à impacter les investissements privés ne peut donc être tirée. Toutefois, le modèle renseigne qu'à travers leur effet d'entraînement positif sur les investissements privés, les investissements publics permettent de booster l'économie. Seuls, ils figurent parmi les facteurs porteurs de la croissance au pays.

Mots - clés : Climat des affaires - Investissements privés - Modélisation linéaire multi-variée - Régression par étage.

Abstract — This study analyzes the impact of the business environment on private investments in the DRC. It covers the period 1990-2018. Inspired by the econometric approach, it uses multi-variate linear modeling and stage regression. As a result, the business climate variable is statistically significantly zero. No conclusion on its capacity to impact private investments can therefore be drawn. However, the model indicates that through their positive knock-on effect on private investments, public investments help boost the economy. Alone, they are among the factors driving growth in the country.

Keywords : Business climate, private investments, multivariate linear modelling, democratic Republic of Congo regression by stage.

J.E.L classification : M21, E2, C22.

Cikosu — Dilonga edi didi dikonkonona mushindu udi malu a bungenda atangila malu a budisuile mu ditunga dia RDC. Tshivua tshienzeke mu bidimu bia 1990 too ne mu 2018. Udi ulonda mushindu wa dienza malu bilondeshile bipeta bia malu a mu nsombelu (économétrie) ne ulonda mushindu wa kuenza malu bilondeshile bipeta bia mishindu ya bungi (modélisation linéaire multivariée) ne dilondangana ku tshibungi. Ke bualu kayi malu adibu bambe bua nsombelu wa malu a mpetu mmashilangane bikole ne a bantu bakuabu. Nunku, kakuena mushindu wa kuamba ne : mudimu eu uvua mua kuambuluisha bena budisuile to. Nansha nanku, tshilejilu etshi tshidi tshileja ne : padi mbulamatadi utuma makuta kudi bena budisuile, bidi biambuluisha bua kuakaja malu a mpetu. Bobu nkayabu ke badi balengeja didiunda dia mu ditunga edi.

Bishimbi meeyi : nsombelu wa malu a bungenda - Dibueja dia makuta a muntu nkayende - Difuanyikija malu mu mulongo mu mishindu ya bungi - Dipingana ku tshibangidilu ku tshibangidilu.